

France-Gif-sur-Yvette: Construction work

OJ S 135/2020 15/07/2020

Contract notice**Works****Directive 2009/81/EC****Section I: Contracting authority/entity**

I.1. Name and addresses

Official name: Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives — CEA/Saclay

Postal address: CEA/Paris-Saclay — Service des marchés et achats (SMA) — Bâtiment 530

Town: Gif-sur-Yvette

Postal code: 91191

Country: France

Contact person: Mme Chrisment

E-mail: aurelie.chrisment@cea.fr

Telephone: +33 169084208

Fax: +33 169088772

Internet address(es):General address of the contracting authority/entity: <http://www.cea.fr>Address of the buyer profile: <https://www.marches-publics.gouv.fr>**Additional information can be obtained from:**

the abovementioned address

Specifications and additional documents (including documents for competitive dialogue and a dynamic purchasing system) can be obtained from:

the abovementioned address

Tenders or requests to participate must be submitted: the abovementioned address**I.2. Type of the contracting authority**

Body governed by public law

I.3. Main activity

Other: Recherche

I.4. Contract award on behalf of other contracting authorities/entities

The contracting authority is purchasing on behalf of other contracting authorities: no

Section II: Object of the contract

II.1. Description**II.1.1. Title attributed to the contract by the contracting authority**

Phase candidature dans le cadre de travaux de CFA, CFO et VDI (lot 9) dans le cadre du projet RIGUEUR situé sur le site CEA de Fontenay-aux-Roses (92)

II.1.2. Type of contract and place of performance or delivery

Works

Main site or place of performance: CEA/Paris-Saclay, site de Fontenay-aux-Roses.

NUTS code FR105 Hauts-de-Seine

II.1.3. Information about framework agreement

II.1.4. Information about framework agreement

II.1.5. Short description of the contract or purchase(s)

La présente consultation concerne les travaux du lot 9 relatifs aux Courants Faibles, Courants Forts et « Voix, Données et Images » du projet RIGUEUR (Regroupement des infrastructures de gestion des utilitaires des événements et des situations d'urgence).

Ce projet a pour objectif:

— la démolition de la partie remise et du PCDL (Poste de commandement de la direction locale) situés au bâtiment 77;

— la création d'une nouvelle extension sur deux niveaux intégrant une nouvelle remise, le PCDL et des locaux de préparation opérationnelle des équipes d'intervention FLS (Formation locale de sécurité) sur le site CEA de Fontenay-aux-Roses (92).

La présente consultation porte sur la phase candidature du lot 9 uniquement.

II.1.6. CPV code(s)

45000000 Construction work

II.1.7. Information about subcontracting

II.1.8. Lots

This contract is divided into lots: no

II.1.9. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2. Scope of the procurement

II.2.1. Total quantity or scope

II.2.2. Information about options

Options: no

II.2.3. Information about renewals

This contract is subject to renewal: no

II.3. Duration of the contract or time limit for completion

Duration in months: 5 (from the award of the contract)

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions related to the contract

III.1.1. Deposits and guarantees required

Retenue de garantie: 5 % du montant TTC à chaque terme de facturation, la mention d'une retenue de garantie devra obligatoirement être portée sur la facture.

III.1.2. Main financing conditions and payment arrangements and/or reference to the relevant provisions governing them

III.1.3. Legal form to be taken by the group of economic operators to whom the contract is to be awarded

III.1.4. Other particular conditions to which the performance of the contract is subject, in particular with regard to security of supply and security of information

III.1.5. Information about security clearance

III.2. Conditions for participation

III.2.1. Personal situation

Criteria regarding the personal situation of economic operators (that may lead to their exclusion) including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions: Liste et description succincte des conditions:

- lorsqu'il appartient à un groupe, une attestation certifiant de son autonomie commerciale et de sa situation de concurrence vis-à-vis des autres entreprises du groupe;
- en cas de groupement d'entreprises, une lettre d'habilitation du mandataire par ses co-traitants et la convention de groupement dûment signée;
- à titre informatif, un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ou équivalents, datant de moins de trois mois;
- les attestations d'assurance civile et professionnelle en cours de validité;
- la copie du ou des jugements prononcés s'il est en redressement judiciaire;
- une fiche précisant les coordonnées de l'interlocuteur technique et commercial pour le dossier (nom, courriel, adresse et numéros de téléphone).

Certaines prestations de ce marché sont classifiées de niveau «Confidentiel Défense» au sens de la réglementation sur la protection du secret de la défense nationale. Elles ne nécessitent pas la détention d'informations et/ou supports classifiés par le titulaire dans ses locaux.

Le candidat devra impérativement être habilité Confidentiel Défense AVANT la signature du marché.

Par conséquent, il doit fournir au moment de la remise de sa candidature, dans une enveloppe séparée:

- soit une attestation d'habilitation en cours de validité, au niveau requis, accompagnée, s'il s'agit d'une habilitation délivrée par la DGA, de:
 - l'extrait K bis de l'inscription au registre du commerce et des sociétés datant de moins de trois mois.

La notice de sécurité de personne morale complétée (notice disponible sur le lien suivant:

<http://www.sgdsn.gouv.fr/missions/proteger-le-secret-de-la-defense-et-de-la-securite-nationale/>;

- un certificat de sécurité concernant l'OS;
- soit un dossier de demande d'habilitation constitué des pièces suivantes:
 - 1) l'extrait K bis de l'inscription au registre du commerce et des sociétés datant de moins de trois mois;
 - 2) les statuts à jour de l'entreprise;
 - 3) la composition du conseil d'administration et des organes de gouvernance (conseil de surveillance, directoire...);
 - 4) l'organigramme fonctionnel de la société (y compris les membres n'ayant pas le pouvoir d'engager la société);
 - 5) un organigramme positionnant la société dans le groupe;
 - 6) la liste des dettes principales par origine (prêts des établissements bancaires...);
 - 7) une plaquette de présentation de l'entreprise;
 - 8) les liasses CERFA (ou équivalent) de bilan et compte de résultat des trois dernières années;
 - 9) la liste des autres conseils d'administration auxquels siègent les représentants de la personne morale;
 - 10) la notice individuelle 94A à remplir par chaque dirigeant de droit de la personne morale (téléchargeable sur le lien suivant: <http://www.sgdsn.gouv.fr/missions/proteger-le-secret-de->

[la-defense-et-de-la-securite-nationale/](#). Cette notice doit être remplie en ligne et doit comporter une photo d'identité;

11) la notice de sécurité de personne morale complétée (notice disponible sur le lien suivant: <http://www.sgdsn.gouv.fr/missions/protger-le-secret-de-la-defense-et-de-la-securite-nationale/>);

12) s'il s'agit d'une demande initiale: la lettre de proposition de l'Officier de sécurité (OS) de l'entreprise et sa notice individuelle 94 A;

13) la liste des personnels que le soumissionnaire envisage d'employer dans le cadre de l'exécution de la prestation et qui aura à accéder/connaître des informations de niveau Confidentiel Défense, en précisant leur nationalité et leur habilitation éventuelle, afin d'initier et /ou de vérifier une décision d'habilitation pour l'accès aux informations et/ou supports classifiés au niveau requis après une procédure spécifique dénommée «procédure d'habilitation».

Les mêmes démarches doivent être engagées pour les entreprises associées, en cas de candidature en groupement momentané d'entreprises ou de sous-traitants pressentis par les candidats audit marché.

Ces éléments sont à remettre avant la date limite de remise des candidatures fixée supra par courrier électronique à l'adresse suivante: lydie.leyval@cea.fr en indiquant la mention «Dossier de candidature – B20-04054-AC» dans l'intitulé du message. Les fichiers sont à numéroter comme indiqué ci-dessus. Le dossier complet devra faire l'objet d'un envoi unique, le message ne devant pas excéder 6 Mo. En cas de dépassement des 6 Mo, un second envoi est possible avec les notices individuelles 94A.

Pour tous renseignements complémentaires sur le dossier de demande d'habilitation, les sociétés pourront s'adresser par courriel auprès de l'Officier de sécurité de centre: lydie.leyval@cea.fr

À défaut d'avoir fourni ou complété les pièces demandées dans le délai imparti, le candidat est réputé avoir renoncé à sa demande d'habilitation. Sa candidature sera alors rejetée.

En application de l'article L. 2353-1 du code de la commande publique, le CEA n'autorise à candidater, dans le cadre de la présente consultation, que les sociétés issues d'états membres de l'Union européenne.

Tout opérateur économique d'un pays tiers à l'Union Européenne verra sa candidature rejetée par le CEA.

III.2.2. Economic and financial ability

Criteria regarding the economic and financial standing of economic operators (that may lead to their exclusion)

List and brief description of conditions: Pièces à produire:

- les attestations et certificats fiscaux et sociaux datant de moins de six mois;
- le chiffre d'affaires, résultat et chiffre d'affaire réalisé avec le CEA pour les trois dernières années.

En cas de candidature en groupement momentané d'entreprises ou de recours à la sous-traitance, le candidat doit produire les mêmes documents concernant ce cotraitant ou ce sous-traitant.

En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de ce sous-traitant pour l'exécution du marché, le candidat doit produire un engagement écrit de ce sous-traitant.

Criteria regarding the economic and financial standing of subcontractors (that may lead to their rejection)

III.2.3. Technical and/or professional capacity

Criteria regarding the technical and/or professional ability of economic operators (that may lead to their exclusion)

List and brief description of conditions:

Après examen de la conformité administrative du dossier de candidature, les candidatures seront jugées d'après les critères suivants:

- la capacité économique et financière de l'entreprise,
- la capacité professionnelle: moyens humains, matériels,
- les compétences (certifications et qualifications requises mentionnées ci-après ou équivalent) et références dans le domaine des travaux de CFA, CFO et VDI dans le cadre de projets destinés au renforcement de la sécurité et de la sûreté.

Les documents à fournir sont les suivants:

- 1) Un dossier présentant les capacités de l'entreprise qui devra détailler:
 - 1.A) une plaquette de présentation de l'entreprise et de ses sous-traitants éventuels;
 - 1.B) un dossier présentant les capacités de l'entreprise (et plus particulièrement de l'établissement susceptible d'intervenir) à réaliser des prestations similaires;
 - 1.C) les moyens techniques de l'entreprise mis en œuvre pour ce projet;
 - 1.D) les démarches qualité et sécurité de l'entreprise;
 - 1.E) les moyens humains (effectifs par qualification professionnelle et par fonction);
 - 1.F) une note sur l'organisation de la société, avec l'affectation des tâches, présence d'un organigramme;
 - 1.G) les certifications et qualifications de l'entreprise (ou équivalent) et plus particulièrement de l'établissement susceptible d'intervenir, en adéquation avec l'objet du présent avis en cours de validité délivrés par un organisme agréé:

Pour le lot technique CFA:

- certification APSAD R82 (vidéosurveillance);
- certification APSAD R7 (installation de détection incendie);
- qualification courants faibles CF2 (ou équivalent) a minima;
- ISO 9001 (ou équivalent).

Pour le lot technique CFO:

- certification Qualifelec Indice E3 au minimum et EC (Ensemble complexe) avec la mention RGE (Reconnu garant de l'environnement);
- 1.H) Les références pour des travaux similaires exécutés dans les cinq dernières années. Les références présentées devront mentionner le nom du projet, la date, le lieu d'exécution, les coordonnées du client, la nature et le montant des opérations effectuées;
- 1.I) Le manuel d'assurance de la qualité ou une note sur l'organisation de la qualité.

En cas de groupement ou de recours à la sous-traitance, chaque membre du groupement ou sous-traitant présenté devra fournir les documents et renseignements demandés ci-avant (sauf pour les certifications et qualifications qui doivent être détenus par au moins un des membres du groupement ou par la société candidate si elle se présente seule).

Par ailleurs, le candidat souhaitant présenter un sous-traitant lors de sa candidature, doit apporter la preuve qu'il dispose des capacités de ce dernier pour l'exécution du marché (et ce, par tout moyen approprié).

Tous les candidats sont dispensés de transmettre (au moment du dépôt ou de l'attribution) ces documents s'ils sont contenus dans un espace de stockage numérique gratuit, sous réserve de communiquer au CEA les informations nécessaires à la consultation de cet espace de stockage et au retrait desdits documents.

Criteria regarding the technical and/or professional ability of subcontractors (that may lead to their rejection)

III.2.4. Information about reserved contracts

III.3. Conditions specific to services contracts

III.3.1. Information about a particular profession

III.3.2. Information about staff responsible for the performance of the contract

Section IV: Procedure

IV.1. Type of procedure

IV.1.1. Type of procedure

Negotiated

IV.1.2. Information about the limits on the number of candidates to be invited

IV.1.3. Information about reduction of the number of solutions or tenders during negotiation or dialogue

IV.2. Award criteria

IV.2.1. Award criteria

The most economically advantageous tender in terms of Price is not the only award criterion and all criteria are stated only in the procurement documents

IV.2.2. Information about electronic auction

IV.3. Administrative information

IV.3.1. File reference number attributed by the contracting authority

B20-04054-AC

IV.3.2. Previous publication concerning this procedure

no

IV.3.3. Conditions for obtaining specifications and additional documents or descriptive document

IV.3.4. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

11.9.2020 - 16:00

IV.3.5. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.3.6. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French.

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: no

VI.2. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds:
no

VI.3.

Additional information

Les entreprises nouvellement créées sont autorisées à présenter leur candidature. Si elles ne sont pas en mesure de produire certains des documents demandés dans le présent avis de marché, elles peuvent justifier de leurs capacités financières et professionnelles par d'autres moyens que ceux indiqués dans le présent avis et notamment par la présentation de titres ou de l'expérience professionnelle du ou de leurs responsables.

En raison d'informations sensibles contenues dans le DCE, celui-ci sera transmis uniquement aux candidats retenus.

Prérequis pour accéder à la plate-forme PLACE:

Pour répondre à la consultation sous forme dématérialisée via la plate-forme des achats de l'état (accessible à l'adresse <https://www.marches-publics.gouv.fr>), la personne habilitée à engager le soumissionnaire doit:

- se doter d'un certificat RGS,
- être inscrite sur la plateforme de gestion des marchés PLACE accessible à l'adresse <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Le CEA est soumis aux dispositions du code de la commande publique — version consolidée du 1.4.2019.

Le CEA est également soumis à l'arrêté du 22.3.2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics.

L'objet du marché entre dans le champ d'application des marchés de défense ou de sécurité (article L. 1113-1 du Code de la Commande Publique). Par conséquent, il est soumis aux règles applicables à ce type de marché.

La case «Procédure négociée» de la rubrique IV.1.1) «Type de procédure» n'a été cochée que pour permettre la publication du présent avis au JOUE. Cette mention de nature technique n'a pas pour effet de soumettre le marché à la directive n° 2014/24/UE. En effet, compte tenu de son montant inférieur au seuil défini à l'article 4 de la directive précitée, le marché est passé selon une procédure adaptée, telle que définie aux articles R. 2323-1 à R. 2323-4 et R. 2131-13 du décret du 3.12.2018.

Le candidat pourra être soit une entreprise individuelle, soit un groupement d'entreprises mais le CEA n'aura qu'un seul interlocuteur: le mandataire.

En aucun cas, une entreprise ne pourra cumuler une candidature soit en tant que:

- candidat individuel et membre d'un groupement;
- membre de plusieurs groupements que ce soit en tant que mandataire ou cotraitant.

La constitution de groupement devra se faire avant le dépôt de candidature.

Chaque membre du groupement devra fournir les documents demandés ci-avant à la section II.

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

Official name: Tribunal administratif de Cergy-Pontoise

Postal address: 2-4 boulevard de l'Hautil

Town: Cergy-Pontoise

Postal code: 95000

Country: France

Telephone: +33 130173400

VI.4.2. Review procedure

VI.4.3. Service from which information about the review procedure may be obtained

Official name: Tribunal administratif de Cergy-Pontoise
Postal address: 2-4 boulevard de l'Hautil
Town: Cergy-Pontoise
Postal code: 95000
Country: France
Telephone: +33 130173400

VI.5. Date of dispatch of this notice

10.7.2020